

[Text]

The removal of tariffs on processed products, such as TV dinners and chicken pot pies, will mean that supply-managed boards will have to lower producer prices.

Dairy producers will fare no better. Tariffs on ice cream and yoghurt are to be phased out. With the harmonization of standards, lower quality dairy products can enter Canada as well as imitation dairy products from the United States.

We strongly believe the functions of our supply management board will be eroded to the point of serving primarily administrative functions.

Canada has been a net importer of fruit and vegetables for a number of years. The removal of tariffs will only increase our dependence on the United States for these products. Canada and Canadian agriculture producers will be major losers.

Another major concern is the agreement to provide non-discriminatory access by the U.S. to Canada's energy supplies. Even in short supply situations we must provide the U.S. proportional access to Canadian energy supplies at non-discriminatory prices.

Government officials and proponents of free trade have talked about the need for Canada to be efficient. Agriculture producers are being asked to do the impossible; that is, produce in a harsh northern climate and have no advantages in terms of energy supply and pricing.

The provisions on investment provide each other's investors national treatment with respect to establishing a new business, the acquisition of existing business in the conduct, operation, and sale of existing businesses. We anticipate that current and future laws on foreign ownership will be invalid.

• 1050

Manitoba farmers would have to compete with United States investors, land developers and speculators when purchasing farm land. Is it economic integration? Will our sovereignty rights be affected? We believe the answer to both these questions is an unequivocal yes. We believe the future of our nation is at stake. Nothing short of a national action on this issue will be satisfactory, all of which is respectfully submitted by Region 5, Manitoba, of the National Farmers Union.

Mr. Howard Loewen (Manitoba President, The Council of Canadians): Mr. Chairman, I want to draw to your attention that the coalition sponsored a meeting in the

[Translation]

L'abolition des tarifs sur les produits transformés, tels que les repas-minute et les repas congelés, signifie que les organismes de gestion de l'offre devront abaisser les prix accordés aux producteurs.

La situation ne sera pas meilleure pour les producteurs laitiers. Les droits de douane sur les crèmes glacées et le yogourt doivent être graduellement éliminés. Avec l'harmonisation des normes, des produits laitiers de qualité inférieure pourront entrer au Canada, ainsi que des produits laitiers d'imitation, en provenance des États-Unis.

Nous estimons que les fonctions de notre organisme de gestion de l'offre vont être tellement rognées que celui-ci n'exercera plus que des fonctions essentiellement administratives.

Le Canada est un importateur net de fruits et légumes depuis de nombreuses années. L'abolition des tarifs douaniers va tout simplement accroître notre dépendance à l'égard des États-Unis, dans ce secteur. Les grands perdants seront encore une fois le Canada et les agriculteurs canadiens.

Autre préoccupation fondamentale, l'octroi non discriminatoire aux États-Unis de l'accès à nos approvisionnements énergétiques. Même en cas de pénurie énergétique, nous devons fournir aux États-Unis un accès proportionnel à nos réserves, à des prix non discriminatoires.

Les autorités gouvernementales et les partisans du libre-échange affirment que le Canada se doit de devenir efficient. C'est cependant demander l'impossible à nos agriculteurs, qui sont obligés de travailler dans un climat particulièrement rigoureux et ne disposent d'aucun avantage en matière d'offre et de prix énergétiques.

Les dispositions de l'accord relatives aux investissements accorderont le traitement national aux investisseurs de chaque pays pour ce qui est de la création de nouvelles entreprises, de l'acquisition d'entreprises existantes et de la gestion, de l'exploitation et de la vente d'entreprises existantes. Nous pouvons prévoir que nos lois actuelles et futures sur la propriété étrangère au Canada vont être invalidées.

Les agriculteurs du Manitoba devront faire concurrence aux investisseurs, aux promoteurs immobiliers et aux spéculateurs fonciers des États-Unis, lorsqu'ils voudront acheter des terres agricoles. S'agit-il là d'intégration économique? Notre souveraineté sera-t-elle entamée? D'après nous, la réponse à ces deux questions est un oui sans équivoque. Nous estimons que l'avenir de notre nation est en jeu. Nous ne serons pas satisfaits tant que nous n'aurons pas tenu d'élections nationales à ce sujet. Voilà, monsieur le président, l'opinion de la région 5, Manitoba, du Syndicat national des agriculteurs.

M. Howard Loewen (président au Manitoba du Conseil des Canadiens): Monsieur le président, je souhaite attirer votre attention sur le fait que la coalition a parrainé hier